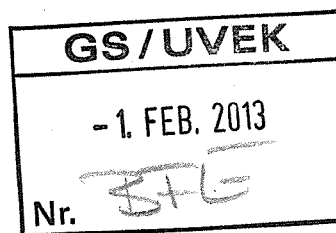


eHôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Madame la Conseillère fédérale
Doris Leuthard
Cheffe du DETEC
Bundeshaus Nord
3003 Berne



Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Delémont, le 22 janvier 2013

Consultation fédérale sur la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération

Madame la Conseillère fédérale,

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de nous prononcer sur le projet de « Stratégie énergétique 2050 » élaboré par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

En préambule, le Gouvernement jurassien tient à saluer la volonté de la Confédération de renoncer à l'énergie nucléaire. Cette décision, également prise par le Gouvernement jurassien au printemps 2011, implique un renforcement de la production d'énergies renouvelables mais également de la promotion de l'efficacité énergétique, de manière à atteindre les objectifs tant climatiques qu'énergétiques d'une société à 2000 Watts, que le Canton du Jura, tout comme la Confédération, ambitionne d'atteindre en 2100. Le Canton du Jura nourrit encore l'ambition d'atteindre une autonomie énergétique maximale devant permettre d'assurer durablement l'approvisionnement énergétique des entreprises et des ménages jurassiens à l'horizon 2035. Afin de satisfaire ses ambitieux objectifs, le Canton du Jura élabore sa stratégie énergétique cantonale pour 2035. Après en avoir dressé les perspectives dans un premier temps, le Gouvernement jurassien développe actuellement un système d'actions qui se concrétisera à l'automne 2013 sous la forme d'une conception cantonale de l'énergie, laquelle constituera le véritable instrument de mise en œuvre de sa nouvelle politique énergétique.

Après un examen attentif du rapport explicatif, notre Gouvernement salue la formulation d'objectifs ambitieux de réduction de la consommation d'énergie, nécessaires au vu des défis qui attendent notre pays. La volonté de supprimer les plafonds global et partiel de la rétribution à prix coûtant pour l'énergie renouvelable ainsi que l'encouragement accru qui sera porté à la géothermie profonde sont autant de mesures d'appui et des soutiens financiers qui permettront à l'avenir d'augmenter la production électrique issue d'énergies renouvelables indigènes.

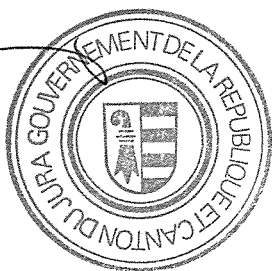
Le premier paquet de mesures ainsi proposé par la Confédération nous paraît être à la hauteur des objectifs que cette dernière s'est fixée. De plus, il rejoint par de nombreux points non seulement les « Perspectives énergétiques du Canton du Jura à l'horizon 2035 »¹⁾ mais propose également des mesures adéquates afin d'atteindre les objectifs susmentionnés. Aussi, à la lumière de ce qui précède, le Gouvernement jurassien approuve globalement la stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

Pour le surplus, nous nous référons au questionnaire joint ainsi qu'à la prise de position de la Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC) et des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDk).

Nous vous remercions de prêter attention à notre prise de position et vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Michel Probst
Président




Sigismond Jacquod
Chancelier d'Etat

1) Rapport du 25 septembre 2012 établi par le bureau Weinmann Energies SA, 1040 Echallens

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050

Organisation répondant au questionnaire:

République et Canton du Jura, le Gouvernement.

Sommaire

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050	1
Questions générales	2
Loi sur l'énergie nucléaire.....	2
Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie	3
Efficacité énergétique.....	3
Bâtiment	3
Mobilité.....	5
Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique	5
Industrie et services.....	6
Energies renouvelables.....	7
Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution.....	8
Système de rétribution de l'injection	9
Contribution unique aux petites installations photovoltaïques	10
Supplément sur les coûts de transport.....	11
Centrales fossiles	11
Réseaux.....	12

Afin de cocher les cases pour répondre aux questions, cliquer deux fois dessus puis cliquer sur «Case activée».

Questions générales

1. Êtes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous approuvons l'orientation générale du projet: sortie progressive du nucléaire, réduction de la consommation d'énergie et d'électricité, développement des énergies renouvelables et réduction des émissions de CO2.

2. Etes-vous d'accord avec la Stratégie énergétique 2050 qui procède par étapes (deuxième étape selon le chiffre 1.4 du rapport explicatif)?

Rapport explicatif: 1.3 (premier paquet de mesures), 1.4 (deuxième étape)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous saluons la volonté de mettre en place rapidement des mesures éprouvées tout en préparant, en parallèle, les réformes indispensables à la restructuration fondamentale de notre système énergétique.

3. Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous considérons que la sortie du nucléaire est indispensable. Le Gouvernement jurassien l'a décidé tout en favorisant les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables, ce qu'il a inscrit dans son programme de législature 2011-2015. Il juge inacceptable le risque que fait peser la technologie nucléaire sur la population et l'environnement, tant à court terme (risque d'accident dans les centrales nucléaires) qu'à long terme (élimination des déchets radioactifs).

Loi sur l'énergie nucléaire

4. Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

Loi sur l'énergie nucléaire, art. 12, al. 4 (nouveau)

Rapport explicatif: 1.2 et 2.2.6

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Une date d'arrêt définitif des centrales nucléaires devrait également figurer dans la loi afin que les secteurs économiques bénéficient de conditions-cadres fiables pour réaliser les adaptations structurelles nécessaires à la nouvelle stratégie énergétique.

Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie

5. Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

LEne art. 2 et 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: ensemble du rapport, notamment les points 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1^{er} chapitre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Le Gouvernement jurassien est d'accord avec le principe de fixer des objectifs, sans être d'accord avec certaines des valeurs sectorielles visées (cf. réponse à la question 20) et souhaite encore que des objectifs soient également fixés pour le développement de l'énergie thermique renouvelable.

Efficacité énergétique

Bâtiment

6. Etes-vous d'accord avec l'augmentation prévue des ressources totales allouées à la Confédération et aux cantons en vue de renforcer le programme Bâtiments à 600 millions de francs par an au maximum dès 2015?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Le domaine du bâtiment consomme à lui seul plus du tiers de l'énergie finale utilisée en Suisse et recèle un important potentiel d'efficacité énergétique dans la rénovation des 1,5 million de bâtiments qui en ont besoin. Il est donc indispensable de poursuivre l'effort de rénovation entrepris. Le programme Bâtiment actuel ayant engagé la totalité des moyens des 5 premières années en moins de 3 ans, il est nécessaire de le renforcer.

PS. Erreur dans le texte : il ne s'agit pas de "ressources allouées à la Confédération et aux cantons" mais de "ressources allouées par la Confédération et par les cantons".

7. Quelle variante préférez-vous pour la modification de la base légale relative à l'affectation du produit de la taxe sur le CO₂ au domaine du bâtiment?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

- ☐ Variante 1 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 1*)
☒ Variante 2 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 2*)
☐ Aucune des deux variantes
☐ Sans opinion

Remarques:

La variante 2 a l'avantage de permettre la poursuite du Programme Bâtiment sous sa forme actuelle et d'éviter des "stop and go" risquant de décourager les acteurs potentiels.

L'essentiel du financement doit être assuré par la taxe sur le CO₂, et non sur un effort financier considérable des cantons, comme le prévoit la variante 1, ce qui amènerait ceux-ci à devoir multiplier au moins par 5 les montants qu'ils allouent à leurs programmes de soutien des investissements.

8. Etes-vous d'accord que la déduction fiscale des coûts d'investissements dans les bâtiments qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement puisse être répartie sur trois ans et qu'à partir de 2025, il ne soit possible de déduire fiscalement les investissements (cf. rapport explicatif: 2.2.3) qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement que lorsque le bâtiment concerné respecte une norme énergétique minimale déterminée?

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, art. 31a (nouveau), art. 32, al. 2^{bis} (nouveau), art. 32, al. 2^{ter} (nouveau), art. 67a (nouveau) et art. 205e (nouveau); Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, art. 9, al. 3^{bis} à 3^{quinquies} (nouveau), art. 10, al. 1^{ter} (nouveau), art. 25, al. 1^{ter}, art. 72q (nouveau) et 78f (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment), 2.2.3 et 2.2.4

- ☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous approuvons le principe. Cependant il apparaîtrait nécessaire d'autoriser les déductions fiscales des travaux effectués une fois qu'il a été prouvé que ceux-ci permettent d'atteindre la norme énergétique. Il faudra par ailleurs veiller à ce que cette vérification n'entraîne pas une suspension du processus entier de taxation. Enfin, il n'est pas expliqué pourquoi l'exigence d'une norme énergétique minimale ne débiterait qu'en 2025. Pour finir, la rénovation et la réhabilitation du patrimoine bâti existant contribuent fortement à la réduction de l'étalement de l'urbanisation.

Mobilité

9. Etes-vous d'accord avec le renforcement de la valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de tourisme immatriculées pour la première fois à 95 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

10. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de livraison et pour les tracteurs à sellette légers immatriculés pour la première fois et sa fixation à 175 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2017 et à 147 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous proposons que des valeurs cibles soient également introduites pour les motocycles et les poids-lourds. En effet les émissions CO₂ des motocycles deviennent de plus en plus significatives en raison de leur forte expansion. Quant aux poids-lourds, ils sont la catégorie de véhicule la plus émettrice de CO₂.

PS. Nous suggérons de remplacer le terme administratif de "tracteur à sellette" par celui plus usuel de "semi-remorque".

Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique

11. Etes-vous d'accord que les fournisseurs d'électricité doivent remplir les objectifs fixés en vue d'accroître constamment l'efficacité de la consommation d'électricité (au moyen de l'introduction de certificats dits blancs)?

LEne, art. 43 à 46, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Entreprises d'approvisionnement en énergie) et 2.1 (chapitre 6, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous suggérons que cette obligation ne concerne pas que les fournisseurs mais également les gestionnaires de réseau. Ainsi les mesures d'efficacité seraient implémentées dans leur zone de desserte, ce qui toucherait l'ensemble du territoire suisse. En plus, l'objectif d'efficacité pourrait être partagé entre fournisseurs et gestionnaires de réseau.

12. Etes-vous d'accord que la Confédération ait la possibilité d'obliger les entreprises de la branche énergétique, aux fins de transparence et d'information, à publier des données (notamment relatives à la consommation d'électricité et de chaleur de groupes de clients et relatives aux offres et aux mesures visant à promouvoir les énergies indigènes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique)?

LEne, art. 62, projet du 28 septembre 2012.

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 9)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Cette possibilité doit être également ouverte également aux cantons et non seulement à la Confédération. Il s'agirait de compléter cette unique référence (art. 60, al. 1 et 62, al. 1) afin que l'obligation de renseigner puisse également être invoquée par cantons ainsi qu'ils le font aujourd'hui (art. 21 loi existante). Nous suggérons d'inclure encore les données de la consommation des énergies fossiles (art. 62, al. 1).

Industrie et services

13. Etes-vous d'accord avec l'élargissement des appels d'offres publics à la production et à la distribution d'électricité?

LEne, art. 33, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 4)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

14. Etes-vous d'accord que les consommateurs finaux dont la consommation électrique annuelle est supérieure à 0,5 GWh puissent s'engager envers la Confédération à accroître leur efficacité électrique et à réduire leurs émissions de CO₂ et ainsi se faire rembourser le supplément sur les coûts de transport?

LEne, art. 38, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 5, 1^{er} paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Pour des PME n'entrant pas dans la catégorie des grands consommateurs, la possibilité de rembourser des entreprises en raison de leur intensité énergétique devrait être maintenue, lesquelles PME devraient également remplir des conditions d'efficacité.

Energies renouvelables

15. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

LEne, art. 11 et 12, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Une planification est nécessaire pour accroître la production d'énergies renouvelables. Elle doit également inclure le développement de l'énergie renouvelable thermique, notamment géothermique, ainsi que les infrastructures nécessaires à son transport, mais elle est à entrevoir au niveau cantonal.

Sur le principe, une planification commune est à saluer. L'exemple de la planification de l'énergie éolienne est évocateur. Les cantons romands, sous l'égide de la CORAT, ont mandaté la CEAT en 2010 pour tenter d'harmoniser les critères d'implantation des éoliennes. Les différences de sensibilité et de pratique, l'état d'avancement et l'âge des planifications ont montré toute la difficulté d'un tel exercice

16. Etes-vous d'accord que les cantons soient obligés de délimiter dans le plan directeur, en particulier pour la force hydraulique et l'énergie éolienne, les zones et les tronçons de cours d'eau propres à l'utilisation et à présenter à cette fin un plan d'affectation?

LEne, art. 13, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Le contenu minimal des plans directeurs cantonaux est à fixer dans la Loi sur l'aménagement du territoire et non dans la loi sur l'énergie (art. 13, al. 1 à ancrer dans la LAT). Au niveau fédéral, il ne peut être demandé que les délimitations des zones propres à l'utilisation des énergies renouvelables soient concrétisées dans les plans d'affectation, le principe de subsidiarité devant être respecté (art. 13, al. 2 à supprimer). Il n'appartient pas davantage à la Confédération de prescrire des tâches aux cantons dans le domaine des plans d'affectation en ce qui concerne une prompte réalisation des délimitations (art. 13, al. 3).

17. Etes-vous d'accord que de nouvelles installations destinées à utiliser les énergies renouvelables puissent revêtir un intérêt national à partir d'une certaine taille et d'une certaine importance?

LEne, art. 14, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Cet intérêt national doit s'inscrire dans un équilibre entre politiques publiques qui concernent non seulement le développement des énergies renouvelables mais également la protection de la nature, du paysage et de la biodiversité. Il conviendra également de veiller au respect des engagements de la Confédération en matière de protection d'objets ou d'espèces d'intérêt international.

Toutefois, la détermination de la taille critique et de l'importance d'une installation doit être effectuée en coopération avec toutes les parties intéressées pour obtenir plus de poids dans la pesée des intérêts. Nous suggérons donc de modifier l'art. 14, al. 4 comme suit : « Le Conseil fédéral détermine, *en collaboration avec les cantons et les milieux économiques et professionnelles*, si nécessaire, la taille et l'importance (...) ». L'art. 14 attribue aux énergies renouvelables un intérêt national équivalent ou supérieur pour les installations d'une certaine taille et d'une certaine importance, ce qui constitue une option très forte en faveur des énergies renouvelables et est souhaitable pour atteindre les objectifs énergétiques recherchés. En revanche, l'intérêt national porté aux petites installations (art. 15) nous laisse dubitatifs dans la mesure où la formulation peu précise de cet article et les commentaires du rapport explicatif donnent à penser que tous les projets d'énergie renouvelable pourront être qualifiés « *d'intérêt national* », ce qui constitue une option trop forte.

Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution

18. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une réglementation de la consommation propre, autrement dit avec la création de la possibilité légale pour des exploitants d'installations de consommer l'énergie qu'ils ont eux-mêmes produite?

LEne, art. 17, al. 2, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 1^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Des dispositions sur le comptage de cette consommation propre (p.ex. en temps réel pour les grandes installations, selon un profil type pour les petites) devraient être précisées afin que le coût du réseau puisse être correctement imputé.

Système de rétribution de l'injection

19. Etes-vous d'accord avec l'exclusion de la participation au système de rétribution de l'injection des usines d'incinération des ordures ménagères, des installations au gaz d'épuration et des installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles?

LEne, art. 18, al. 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Actuellement, il existe des potentiels de production d'électricité à partir de l'incinération des ordures ménagères et du gaz d'épuration qui ne sont pas exploités. Par ailleurs ce n'est pas au traitement des déchets ou des eaux usées qu'il revient de financer les surcoûts d'une production électrique. Dès lors, il faut maintenir l'accès au système de rétribution à prix coûtant pour ces installations. Il ne faut pas non plus exclure les installations partiellement alimentées en énergie fossile. Cela reviendrait par exemple à se priver de centrales chaleur-force alimentées en biomasse lorsqu'elles ont besoin d'un appoint fossile pour couvrir les pointes de demandes, au risque que la seule alternative rentable soit entièrement fossile.

20. Etes-vous d'accord avec la limitation des moyens financiers annuels disponibles pour la promotion des installations photovoltaïques? Ce contingentement doit remplacer la réglementation aujourd'hui échelonnée avec le plafond global et les plafonds partiels.

LEne, art. 20, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

La Suisse a un important retard à combler en matière de photovoltaïque. Quant à la valeur indicative de 600 GWh, elle est beaucoup trop basse et conduirait à freiner développement de cette branche.

21. Etes-vous d'accord qu'un organe séparé soit créé en la forme d'une filiale de la Société nationale du réseau de transport pour l'exécution du système de rétribution de l'injection et pour les nouvelles tâches (rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques, système de rétribution du CCF)?

LEne, art. 65 et 66, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 10)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Contribution unique aux petites installations photovoltaïques

22. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées en dehors du modèle de la rétribution de l'injection?

LEne, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Pour autant qu'une contribution unique permette d'alléger le dispositif sans entraver le développement de l'énergie solaire.

23. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées avec une contribution unique (rétribution unique) au lieu de la rétribution de l'injection? Ou préférez-vous, comme alternative à la rétribution unique, le *Net Metering* pour la promotion future des petites installations photovoltaïques d'une puissance inférieure à 10 kW?

LEne, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Rétribution unique
☐ *Net Metering*
☐ Aucune des options mentionnées

Remarques:

24. Etes-vous d'accord que les petites installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW en liste d'attente (sans décision positive) soient retirées du système de rétribution de l'injection et encouragées au moyen d'une rétribution unique?

LEne, art. 71, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe et chapitre 12)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Pour autant qu'une contribution unique permette d'alléger le dispositif sans entraver le développement de l'énergie solaire

Supplément sur les coûts de transport

25. Etes-vous d'accord avec la suppression du plafond global et des plafonds partiels pour le financement des rétributions?

LEne, art. 36, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 5)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Centrales fossiles

26. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'un système de rétribution du CCF?

LEne, art 31 ss, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Sans exiger (art. 31, al. 1) que les CCF valorisent « entièrement » mais plutôt « en majeure partie » l'énergie produite.

27. Etes-vous d'accord avec le domaine de promotion du système de rétribution du CCF (installations dont la puissance calorifique se situe entre 0,35 MW et 20 MW compris)?

LEne, art. 31, al. 1, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Il n'est pas approprié de soutenir des installations de plus faible puissance car leur efficacité énergétique est généralement moins bonne.

28. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une obligation de compenser toutes les émissions produites allant de pair avec l'exemption de la taxe sur le CO₂ pour les installations participant au système de rétribution du CCF?

Loi sur le CO₂, art. 22, al. 4^{bis} (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

29. Quelles autres alternatives possibles pour promouvoir le couplage chaleur-force proposez-vous?

L'interdiction d'installer ou de remplacer des chaudières d'une certaine importance (à partir d'une puissance thermique de 1 MW, par exemple) sans production simultanée d'électricité et valorisation de la chaleur.

Réseaux

30. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées visant à accélérer la procédure dans le domaine du droit de l'électricité, notamment avec la limitation du recours au Tribunal fédéral aux questions juridiques de principe?

Loi sur le Tribunal fédéral, art. 83, let. w (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

31. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées relative à l'introduction et à la prise en charge des coûts des systèmes de mesure intelligents?

Elle concerne notamment les normes de délégation relatives à l'introduction et à la fixation d'exigences minimales et la possibilité pour les gestionnaires de réseau de répercuter sur les clients finaux les coûts de l'introduction des systèmes de mesure intelligents prescrits par la loi en tant que coûts de réseau imputables.

Loi sur l'approvisionnement en électricité, art. 15, al. 1 et 1^{bis} (nouveau) et art. 17a (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.8

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: